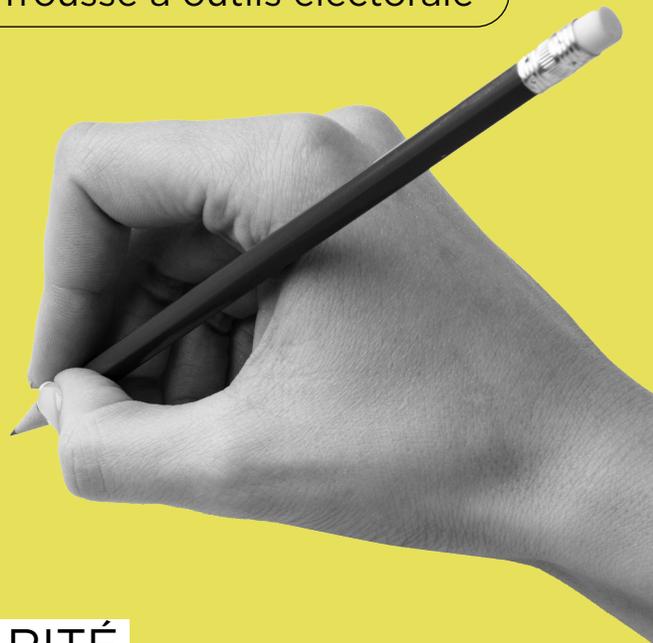


Élections fédérales 2025

Trousse à outils électorale



SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

DROITS LGBTQ+

SANTÉ

DROITS DES FEMMES

DROITS DES TRAVAILLEUSES

ÉCONOMIE

JUSTICE CLIMATIQUE

..... CARNEY, Mark .....	.....	.....	.....
..... Parti libéral du Canada .....	.....	.....	.....
..... POILIEVRE, Pierre .....	.....	.....	.....
..... Parti conservateur du Canada .....	.....	.....	.....
..... BLANCHET, Yves-François .....	.....	.....	.....
..... Bloc Québécois .....	.....	.....	.....
..... SINGH, Jagmeet .....	.....	.....	.....
..... Nouveau Parti démocratique .....	.....	.....	.....
..... MAY, Elizabeth .....	.....	.....	.....
..... Parti Vert du Canada .....	.....	.....	.....



Note de la rédaction :

L'analyse de la FIQ et le résumé des principaux engagements des partis politiques présentés dans cette trousse proviennent de différentes sources consultées en date du 3 avril 2025 : réponses de certains partis (Bloc Québécois, Parti Vert), sites Web des formations politiques et de la Chambre des communes du Canada, annonces des partis dans les médias ainsi que le comparateur de programmes de Radio-Canada. Au 3 avril 2025, seule la plateforme électorale du Bloc Québécois avait été diffusée. Par souci de neutralité, les partis sont présentés selon l'ordre actuel du nombre de sièges à la Chambre des communes.

Responsabilité politique

Julie Bouchard, présidente
Françoise Ramel, vice-présidente

Coordination

Liliane Côté, coordonnatrice, secteur Condition féminine
Josée Gaulin, coordonnatrice, secteur Sociopolitique
et service Communication

Recherche et rédaction

Émilie Beauchesne, conseillère syndicale,
secteur Sociopolitique
Floriane Bonneville, conseillère syndicale,
secteur Sociopolitique
Virginie Lambert-Bérubé, conseillère syndicale,
secteur Condition féminine

Révision et coordination de la production

Sara Lapointe, conseillère syndicale, service Communication

Secrétariat

Francine Parent, secrétaire, service Communication

Graphisme

Logan Allen

Mot de la présidente

JULIE
BOUCHARD



Chères membres,

C'est avec plaisir que je vous présente la plus récente édition de la trousse électorale fédérale. Cet outil vous permettra de comparer, de manière claire et concise, les différentes positions politiques des partis sollicitant votre vote le 28 avril prochain.

Le droit de vote est un privilège précieux, un pouvoir collectif qui nous permet de choisir la direction que prendra notre société. Il ne doit jamais être tenu pour acquis. Un peu partout dans le monde, nous voyons des autocrates s'imposer, bouleversant l'ordre mondial et menaçant des décennies de paix relative.

Nous le savons toutes : le monde est en pleine tourmente. Aux États-Unis, le président et son administration remettent en question non seulement notre souveraineté identitaire, politique, financière et géographique, mais aussi nos droits fondamentaux, notamment en matière de santé reproductive et d'égalité pour les personnes issues de la diversité sexuelle et de genre.

Ici même au Québec, le gouvernement en place cherche à limiter le droit de grève et à affaiblir les syndicats. Nous assistons à des reculs inquiétants dans plusieurs sphères de notre société.

Rappelons-nous qu'il y a à peine un siècle, les femmes n'avaient pas encore le droit de vote au Québec. Ce droit est le fruit de luttes menées par des générations avant nous. Nous ne pouvons nous permettre de perdre ne serait-ce qu'un centimètre des droits durement acquis.

Nous, travailleuses du réseau de la santé, sommes au cœur de la société. Nous soignons, nous accompagnons, nous défendons des valeurs de justice, de solidarité et d'égalité. L'histoire nous a prouvé que chaque avancée a été obtenue grâce à la mobilisation et à la solidarité.

Le vote est un puissant levier d'action. Le parti que vous choisirez en votant aura un impact réel : poursuivrons-nous la lutte pour l'équité sociale ou assisterons-nous à un recul de nos droits ? Heureusement, au Canada, plusieurs partis s'engagent à défendre les droits humains et à soutenir les plus vulnérables.

Fidèle à sa tradition de neutralité envers les partis politiques, la FIQ ne vous dira toujours pas pour qui voter cette année. Ce choix vous revient entièrement, et nous vous laissons former votre propre jugement. Avec cette trousse, notre objectif est de vous fournir une information factuelle sur les positions des différents partis qui touchent directement notre vie quotidienne, notre travail et nos droits.

Nous sommes nombreuses. Nous sommes fortes. Faisons entendre notre voix.

Allez voter en grand nombre !

Julie Bouchard

Santé et déterminants sociaux de la santé



En tant que professionnelles en soins, mais aussi comme femmes et citoyennes, la santé est au cœur de nos vies. Depuis longtemps, nous reconnaissons la valeur d'un réseau public de santé, et nous nous inquiétons du sous-financement et de la négligence dont il fait l'objet encore aujourd'hui. Nous constatons, en première ligne, les effets des inégalités sociales sur l'état de santé de nos patient-e-s.

Les défis en matière de santé et de services sociaux sont nombreux. La pandémie a mis en lumière la fragilité de notre réseau, accentuant les pressions sur un système déjà éprouvé. Depuis, les appels à une augmentation substantielle des transferts fédéraux en santé se multiplient, alors que les provinces peinent à absorber la hausse des coûts et à maintenir une offre de service adéquate pour la population. Malgré les ententes récentes, toutes s'entendent pour dire que le financement actuel demeure insuffisant. Les enjeux qui frappent de plein fouet le réseau de la santé et des services sociaux touchent directement les femmes : comme patientes, bien sûr, mais aussi comme proches aidantes, accompagnatrices et travailleuses.

Au-delà du financement, la santé englobe un large éventail d'enjeux, dont les 12 déterminants sociaux, tels que le revenu et le statut social, l'emploi et les conditions de travail, l'environnement physique, l'accès aux services de santé et à l'éducation. L'assurance médicaments, pour laquelle la FIQ milite depuis de nombreuses années, demeure une priorité : aucune Canadienne ni aucun Canadien ne devrait avoir à choisir entre prendre ses médicaments ou payer son épicerie.

La santé populationnelle des Premières Nations, des Métis et des Inuits préoccupe également la FIQ. À ce titre, la FIQ adhère au Principe de Joyce afin de garantir à toutes et tous les Autochtones un droit d'accès équitable, sans discrimination, à tous les services sociaux et de santé ainsi que le droit de jouir du meilleur état possible de santé physique, mentale, émotionnelle et spirituelle.



Voici des exemples de questions à poser aux candidat-e-s de vos circonscriptions :

- Q. Si votre parti forme le prochain gouvernement, quelles mesures mettez-vous en place pour protéger et améliorer le système de santé public ?
- Q. Votre parti prévoit-il élargir le programme d'assurance médicaments ?
- Q. Quelles actions votre parti entreprendrait-il pour améliorer l'accès aux soins de santé pour les Premières Nations, les Métis et les Inuits ?



- › Accorderait 900 M\$ de plus par année aux provinces en transferts en santé dans le cadre d'un accord de 10 ans conclu en mars 2024.
- › Accroîtrait la mobilité interprovinciale des professionnel-le-s de la santé grâce à la reconnaissance mutuelle des diplômes.
- › Doublerait la construction résidentielle pour atteindre 500 000 logements par année, en encourageant les maisons préfabriquées et modulaires, et éliminerait la TPS pour les premiers acheteurs (moins de 1 M\$).
- › Maintiendrait la *Loi sur l'assurance médicaments* (adoptée par le Parti en 2024), permettant aux provinces de négocier une couverture pour la contraception et le diabète, sans engagement sur un élargissement futur.
- › Aucun engagement spécifique pour la santé des Premières Nations, des Métis et des Inuits.



- › Favoriserait une offre de soins de santé à la fois publics et privés.
- › Éliminerait les centres de consommation supervisée et privilégierait le traitement des dépendances.
- › Écarterait l'élargissement de l'aide médicale à mourir aux personnes souffrant de démence.
- › Supprimerait la TPS sur les constructions de logements neufs jusqu'à 1,3 M\$, en finançant cette mesure par l'abolition de programmes, dont la Stratégie nationale sur le logement (objectif : 36 000 logements supplémentaires par année).
- › Couperait dans le programme d'assurance médicaments.
- › Encadrerait les dépenses fédérales pour les communautés autochtones en mettant l'accent sur la transparence, le respect du cadre constitutionnel canadien, l'autonomie gouvernementale et la maîtrise des dépenses. Soutiendrait l'égalité des femmes dans les réserves et réformerait la Loi sur les Indiens.



- › Bonifierait le régime de santé public afin de garantir une couverture universelle.
- › Augmenterait le Transfert canadien en matière de santé (TCS) pour financer le système de santé public.
- › Protégerait la *Loi canadienne sur la santé* en luttant contre la privatisation et les frais d'utilisateur-payeur.
- › Collaborerait avec les provinces et les territoires pour réduire les temps d'attente et améliorer l'accès aux soins de base.
- › Créerait une société d'État pour la production nationale de vaccins afin d'assurer l'autonomie du Canada.
- › Déploierait une stratégie en matière de logement social et abordable, en soutenant les personnes à risque d'itinérance.



- › Demanderait une hausse des transferts fédéraux en santé (TFS) sans condition.
- › Viserait une hausse de 35 % des TFS.
- › Exigerait des compensations sans condition afin de bonifier le programme provincial d'assurance médicaments plutôt que de soutenir la *Loi sur l'assurance médicaments*.
- › Réclamerait des transferts sans condition au Québec pour toutes les sommes investies dans le logement.
- › Soutiendrait l'application du Principe de Joyce.



- › Plaiderait pour des normes nationales de soins de longue durée.
- › Augmenterait les Transferts fédéraux en santé (TFS) afin de garantir un accès équitable aux soins partout au pays.
- › Imposerait des règles afin que les logements construits avec des fonds publics demeurent abordables de façon permanente.
- › Soutiendrait pleinement le Principe de Joyce comme cadre garantissant des soins de santé et des services sociaux équitables et culturellement sécurisants pour les Premières Nations, les Métis et les Inuits.
- › Mettrait en œuvre tous les appels à l'action de la Commission de vérité et réconciliation (CVR).
- › Mettrait en œuvre tous les appels à la justice de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées (ENFFADA).

Droits des femmes et des groupes marginalisés

Face à la montée de la droite dans plusieurs pays, la FIQ s'inquiète des reculs préoccupants en matière de droits des femmes et des groupes historiquement discriminés. Il est crucial de présenter les positions des partis sur ces enjeux et de mettre en lumière les engagements visant à réduire les inégalités. Les groupes déjà marginalisés sont particulièrement vulnérables aux discours et aux politiques qui restreignent leurs droits fondamentaux et leur pleine inclusion dans la société.

Un simple regard au sud de la frontière illustre cette réalité. Depuis l'invalidation de l'arrêt *Roe c. Wade*, le 24 juin 2022, quatorze États américains interdisent complètement l'avortement, y compris dans le cas d'inceste ou de viol pour certains. Au Canada et au Québec, des groupes antiavortement, influencés par ce mouvement en croissance, s'organisent et gagnent en visibilité. La FIQ considère que l'accès à l'avortement doit être reconnu comme un droit fondamental partout au pays. Ce droit garantit l'autonomie corporelle des femmes et leur capacité à prendre des décisions en matière de santé reproductive. Il s'agit d'un soin de santé qui devrait être accessible sur l'ensemble du territoire.

Dans le cadre de sa campagne « Je vote pro-choix », la Fédération du Québec pour le planning des naissances dénonce la persistance des tentatives pour restreindre ce droit. Depuis la décriminalisation de l'avortement en 1988, pas moins de 50 projets de loi ou motions visant à limiter ce droit ont été déposés au parlement fédéral. Le plus récent, le projet de loi C-311, date de 2023 et a reçu l'appui de 100 % des élus conservateurs¹. Ce projet, introduit par une députée conservatrice, visait à ce que les juges considèrent les blessures physiques ou émotionnelles infligées à une femme enceinte comme un « facteur aggravant » dans la détermination de la peine. La Coalition pour le droit à l'avortement au Canada a exprimé des craintes selon lesquelles ce projet pourrait représenter une tentative détournée d'octroyer des droits au fœtus².

Une des façons de mieux protéger les droits des femmes et des communautés marginalisées est d'assurer leur représentation dans les lieux de pouvoir. Le leadership des femmes en politique demeure un enjeu central dans la promotion de l'égalité des genres. Malgré des avancées obtenues grâce aux luttes féministes, les femmes continuent de se heurter à des obstacles freinant leur pleine participation aux instances décisionnelles, tant au sein des partis politiques que de l'appareil gouvernemental. Pour qu'un parti soit considéré comme se situant dans la zone paritaire, la proportion de candidatures féminines devrait se situer entre 40 % et 60 %. Une meilleure représentation des femmes et des groupes marginalisés est essentielle pour garantir que leurs points de vue soient pris en compte dans les décisions.

AVORTEMENT



FEMMES



Voici des exemples de questions à poser aux candidat-e-s de vos circonscriptions :

- Q. Quel est votre engagement pour garantir l'accès des femmes à des services de santé reproductive, y compris l'avortement et la contraception, dans tout le pays, y compris dans les régions éloignées ?
- Q. Quels efforts comptez-vous déployer pour lutter contre les inégalités systémiques touchant les femmes, notamment les femmes racisées et autochtones ?
- Q. Quels sont vos engagements pour assurer une représentation équitable des femmes dans toutes les sphères de décision politique ?



- › Soutiendrait le droit à l'avortement ainsi qu'à la protection des droits reproductifs.
- › Maintiendrait la *Loi sur l'assurance médicaments*, permettant la gratuité de la contraception, sous réserve d'entente avec les provinces.
- › Mettrait en place un processus de nomination basé sur le mérite afin de favoriser l'égalité des sexes et une meilleure représentation des Autochtones et des groupes minoritaires dans des positions de leadership³.
- › En date du 31 mars 2025, 37 % de ses candidatures sont féminines⁴.
- › Le chef du parti, Mark Carney, a supprimé le poste de ministre des Femmes et de l'Égalité des genres et de la Jeunesse en mars 2025.



- › Lutterait contre les mouvements visant à restreindre l'accès à l'avortement et en élargirait l'accessibilité.
- › Favoriserait la parité entre les sexes et l'égalité entre les genres, y compris en politique.
- › En date du 31 mars 2025, 51 % de ses candidatures sont féminines⁹.
- › Prioriserait l'équité salariale afin de réduire les écarts fondés sur le genre.
- › Mettrait fin aux thérapies de conversion et garantirait l'accès équitable aux soins d'affirmation de genre, couverts par les régimes publics.
- › Mettrait en place une voie d'accueil permanente pour les réfugié-e-s LGBTQ+.
- › Lutterait contre le racisme systémique, notamment dans le système de santé, et abolirait les contrôles de routine.



- › Ne rouvrirait pas le débat sur l'avortement, mais laisserait la liberté de vote à ses député-e-s sur cette question⁵.
- › En date du 31 mars 2025, 23 % de ses candidatures sont féminines⁶.
- › Reconnaîtrait deux genres, soit le masculin et le féminin⁷.
- › Le chef conservateur a voté sept fois contre le mariage entre personnes de même sexe. En 2020, il a déclaré à *La Presse* qu'il était maintenant favorable⁸.

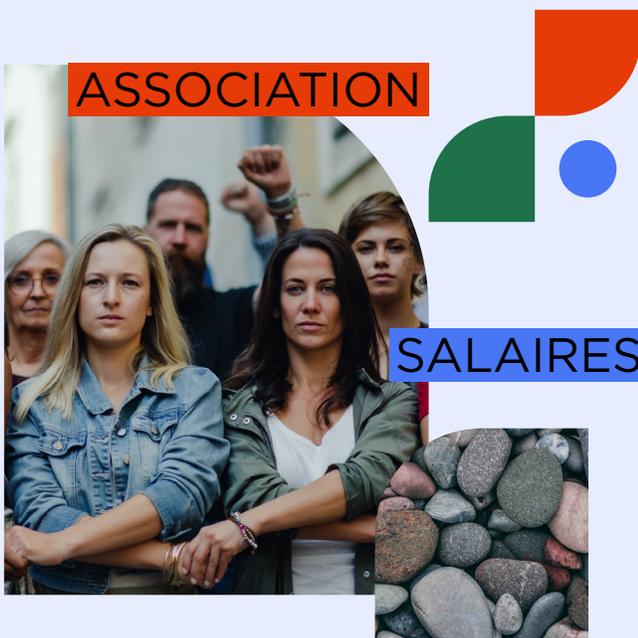


- › Protégerait les droits des femmes, notamment l'accès aux soins de santé reproductive, y compris l'avortement.
- › Encouragerait le leadership des femmes en politique afin de promouvoir l'égalité des genres.
- › En date du 31 mars 2025, 41 % de ses candidatures sont féminines¹⁰.
- › Lutterait contre les discours haineux et la discrimination envers les groupes marginalisés.
- › S'opposerait aux thérapies de conversion et soutiendrait l'égalité entre les genres.



- › Défendrait le droit à l'avortement et garantirait un accès rapide, gratuit et universel, y compris pour les mineures et les personnes migrantes.
- › Soutiendrait les provinces dans l'offre de service de planification familiale, y compris les contraceptifs et l'éducation sexuelle.
- › Réduirait les obstacles économiques au libre choix en matière de reproduction par un meilleur soutien aux parents.
- › En date du 31 mars 2025, 39 % de ses candidatures sont féminines¹¹.
- › Protégerait les droits des femmes, des personnes racisées, des personnes immigrantes et des communautés LGBTQ+.
- › Renforcerait les lois contre les discours haineux, financerait des programmes de lutte contre la discrimination et garantirait l'accès aux soins d'affirmation de genre.

Droits des travailleuses et des travailleurs



Le droit du travail est fragilisé par des décennies de politiques néolibérales (mondialisation des marchés, délocalisation, sous-traitance, fermeture d'entreprises souhaitant se syndicaliser, etc.).

De plus, les politiques de Donald Trump chez nos voisins du Sud résonnent déjà chez nous. L'incertitude économique se fait sentir, et les travailleuses et travailleurs s'interrogent sur les impacts possibles sur leurs emplois ainsi que sur la manière dont le prochain gouvernement soutiendra la classe ouvrière.

Certains partis envisageraient de restreindre le droit du travail et le droit d'association, pourtant protégés par la Charte canadienne des droits et libertés, tandis que d'autres affirment vouloir redonner du pouvoir aux travailleuses et aux travailleurs.

Le mouvement syndical demeure l'un des derniers remparts de contre-pouvoir. Les droits des travailleuses et des travailleurs doivent être défendus activement, partout au pays.



Voici des exemples de questions à poser aux candidat-e-s de vos circonscriptions :

- Q. Si votre formation formait le prochain gouvernement, que ferait votre parti pour protéger les travailleuses et les travailleurs ?
- Q. Quelles mesures concrètes votre parti mettrait-il en place pour augmenter le pouvoir d'achat des travailleuses et des travailleurs ?
- Q. Comment votre formation politique s'engagerait-elle à protéger les travailleuses et les travailleurs, au-delà de la guerre tarifaire avec les États-Unis ?



- › Supprimerait la période d'attente d'une semaine pour accéder à l'assurance-emploi en cas de perte d'emploi liée aux tarifs imposés par les États-Unis.
- › Le parti n'a pas encore dévoilé d'autres engagements en lien avec le travail.



- › Ramènerait les subventions d'apprentissage et financerait les centres de formation pour former 350 000 travailleuses et travailleurs afin de répondre aux attaques économiques des États-Unis.
- › Reverrait la formule Rand¹² ainsi que l'obligation d'affiliation syndicale et les contributions syndicales comme condition d'emploi.



- › Supprimerait les obstacles à l'accès à l'assurance-emploi.
- › Prolongerait la durée des prestations jusqu'à 50 semaines (la durée actuelle varie de 14 à 45 semaines).
- › Augmenterait les investissements en infrastructures pour maintenir les gens au travail.
- › Investirait dans les services publics.
- › Mettrait en place des mesures pour protéger la population contre les hausses abusives de prix.
- › Défendrait la formule Rand pour permettre aux syndicats de représenter efficacement les travailleuses et les travailleurs.



- › Mettrait en place un critère hybride basé sur le nombre d'heures ou de semaines travaillées, incluant les personnes à temps partiel ou en emploi intermittent (ex. : travailleuses et travailleurs saisonniers), afin de leur permettre d'accéder à l'assurance-emploi.
- › Bonifierait le taux des prestations hebdomadaires d'assurance-emploi, de 55 % à 60 %.
- › Abolirait le délai de carence pour l'assurance-emploi et augmenterait de 26 à 50 le nombre maximal de semaines de prestations en cas de maladie, de blessure ou de mise en quarantaine.
- › Permettrait de prolonger la période de référence servant à calculer le taux des prestations pour les personnes en congé parental.
- › Défendrait la formule Rand ainsi que les droits des travailleuses et des travailleurs.



- › Plaiderait pour des salaires équitables, des protections pour les travailleuses et les travailleurs précaires, des droits de succession renforcés et une augmentation des congés payés.
- › S'opposerait aux changements de contrats injustes et aux programmes précaires de travailleuses et travailleurs étrangers temporaires.
- › Renforcerait les lois du travail pour garantir un traitement équitable à toutes les travailleuses et tous les travailleurs.
- › Soutiendrait la formule Rand, qui garantit des syndicats forts et une négociation collective équitable.

Économie

L'économie et la redistribution de la richesse sont des points d'ancrage dans notre société; un filet social est absolument nécessaire pour des millions de personnes afin d'assurer l'égalité des chances. Chaque parti et chaque chef au pouvoir, au fil des années, a adopté des positions différentes concernant le taux d'imposition et les taxes. Certains partis misent sur l'aide directe à la population, tandis que d'autres privilégient le retour à l'équilibre budgétaire, souvent en procédant à des compressions en santé, en éducation et en soutien aux populations les plus vulnérables.

De plus, selon la conjoncture économique et politique et selon le gouvernement en place, ces mesures peuvent être appliquées à différents degrés ou encore révoquées par un autre parti.

Plusieurs éléments doivent être pris en compte dans une analyse économique : la redistribution de la richesse, les politiques commerciales, le soutien aux entreprises, les mesures fiscales (impôts, taxes), ainsi que les politiques étrangères qui favorisent le commerce international ou l'isolationnisme. Au Canada, des milliards de dollars échappent à la redistribution collective chaque année, notamment en raison de lois insuffisamment strictes encadrant les paradis fiscaux. Ces pertes augmentent le poids fiscal porté par la classe moyenne et privent la société de fonds importants pour les soins de santé, l'éducation ou les infrastructures publiques.

L'une des mesures les plus marquantes en matière de redistribution de la richesse, instaurée par le gouvernement libéral de Justin Trudeau, est l'Allocation canadienne pour enfants. Cette prestation aide des millions de familles à subvenir à leurs besoins essentiels et à faire face à l'augmentation du coût de la vie. Elle contribue également à maintenir les femmes sur le marché du travail et favorise leur autonomie financière.

Par ailleurs, la menace de tarifs douaniers en provenance des États-Unis a déjà des répercussions dans l'industrie québécoise et canadienne. À terme, cette guerre tarifaire pourrait affecter directement les travailleuses et les travailleurs du Québec. Cette situation exige des réponses urgentes et efficaces. Différents paliers du gouvernement proposent des mesures variées pour protéger les entreprises et les emplois au pays, comme offrir de l'aide directe aux industries ou imposer des contre-tarifs. Cependant, les approches divergent selon les partis politiques.

IMPÔTS



TARIFS



Voici des exemples de questions à poser aux candidat-e-s de vos circonscriptions :

- ❑. Quelles mesures votre parti souhaite-t-il mettre en place en matière d'évasion et d'évitement fiscaux ?
- ❑. Si votre parti formait le gouvernement, maintiendrait-il l'Allocation canadienne pour enfants ? La bonifierait-il ?
- ❑. Si votre parti était au pouvoir, que ferait-il pour soutenir les entreprises affectées par l'imposition de tarifs de 25 % sur les exportations canadiennes vers les États-Unis ?



- › A annulé la hausse du taux d'inclusion des gains en capital peu avant le déclenchement des élections.
- › Baisserait les impôts de 15 % à 14 % sur la première tranche de revenus (de 0 \$ à 50 197 \$).
- › Augmenterait le plafond d'exonération fiscale sur la vente d'actions, notamment pour les petites entreprises, à 1 250 000 M\$ (au lieu de 1 016 836 \$).
- › Soutiendrait une redistribution équitable de la richesse.
- › Le chef libéral, Mark Carney, a eu recours à des paradis fiscaux pour le compte de ses clients dans le cadre de ses fonctions passées. Il s'est défendu en affirmant que c'était légal et qu'il agissait dans l'intérêt des retraités canadiens, et non pour un enrichissement personnel.¹³



- › Mettrait en place, tout comme les libéraux, un programme de garderies abordables partout au pays.
- › Augmenterait le montant personnel de base à 19 500 \$, tout en éliminant les prestations pour les personnes gagnant plus de 235 632 \$. Cette mesure coûterait 10,4 G\$, financée par la lutte contre l'évasion fiscale.
- › Abolirait les réductions d'impôt sur les gains en capital.
- › Investirait massivement pour stimuler l'emploi et bâtir une économie résiliente.
- › Augmenterait les prestations d'assurance-emploi.
- › Encouragerait la création d'un corridor électrique est-ouest.
- › Réinjecterait les revenus générés par les droits de douane sur les produits américains dans des secteurs clés comme l'acier et l'automobile.



- › Abolirait l'impôt fédéral sur les revenus inférieurs à 40 000 \$.
- › Mettrait fin aux échappatoires fiscales permettant aux plus riches d'éviter de payer leur part.
- › Maintiendrait et bonifierait l'Allocation canadienne pour enfants en introduisant un Supplément pour éliminer la pauvreté, pouvant atteindre 8 500 \$ par enfant par an pour les familles à faible revenu.



- › Viserait un retour à l'équilibre budgétaire.
- › Réduirait le taux d'imposition de 15 % à 12,75 %.
- › Ne s'est pas prononcé sur la question des paradis fiscaux et de l'évitement fiscal à ce jour.
- › A voté contre la création de nombreux programmes sociaux à la Chambre des communes, dont l'Allocation canadienne pour enfants, le Régime canadien de soins dentaires et l'assurance-médicament.
- › Protègerait les programmes existants, notamment les ententes avec les provinces au sujet des garderies subventionnées. Le chef du PCC reste vague quant au futur de certains programmes renforçant le filet social.
- › Martèle son désir de retourner à l'équilibre budgétaire.
- › En réponse à la guerre tarifaire avec les États-Unis, imposerait des contre-tarifs de 25 % sur les produits américains.



- › Abolirait la TPS sur tous les biens d'occasion.
- › Revendiquerait un rapport d'impôt unique pour le Québec.
- › Imposerait un impôt minimal aux multinationales.
- › Défendrait la *Loi sur l'impôt minimum* mondial (15 %), s'opposant à toute tentative d'abrogation.
- › Mettrait en place un registre des bénéficiaires réels des fiducies utilisées pour dissimuler des actifs.
- › Demanderait à l'Agence du revenu du Canada d'utiliser toutes les dispositions du Code criminel contre les firmes et planificateurs fiscaux illégaux.
- › Exigerait que les revenus placés dans les paradis fiscaux soient imposés lorsqu'ils sont rapatriés au Canada.

- › Imposerait une taxe sur les bénéfices excédentaires de la vente d'hydrocarbures pouvant rapporter à elle seule 4,2 G\$.
- › Éliminerait les paradis fiscaux utilisés par les multinationales.
- › Imposerait une surtaxe sur les profits des grandes banques commerciales.
- › Plaiderait pour l'instauration d'un impôt minimum mondial.

Justice climatique et transition juste



Le Canada a signé en 2016 l'Accord de Paris, qui vise à renforcer la réponse mondiale face à la menace des changements climatiques. Cet accord a pour objectif de maintenir l'augmentation de la température mondiale en dessous de 2 °C par rapport aux niveaux préindustriels, tout en poursuivant les efforts pour limiter cette hausse à 1,5 °C. Le Canada doit encore redoubler d'efforts pour atteindre les cibles établies par cet accord. Les États-Unis s'en sont récemment retirés sous l'administration du président Donald Trump. Le Canada a donc une responsabilité accrue en Amérique du Nord en matière de lutte contre les changements climatiques. Il s'agit là d'une occasion pour notre pays de devenir un leader nord-américain en la matière.

La lutte contre les changements climatiques fait partie des orientations adoptées lors du congrès 2021 de la FIQ. La Fédération soutient les mesures proposées par les partis visant à réduire les effets des changements climatiques, car il en va de la sécurité de l'ensemble de la population, y compris celle des professionnelles en soins, des travailleuses et travailleurs, des populations les plus vulnérables ainsi que des enfants. Qui plus est, puisque la crise climatique touche les femmes de manière disproportionnée, la lutte environnementale constitue également une lutte féministe.

Toutefois, la transition énergétique comporte son lot de défis. Du jour au lendemain, des travailleuses et des travailleurs pourraient perdre leur emploi en raison de la fermeture d'entreprises affectées par la réorientation de leurs activités. Il est donc essentiel de planifier cette transition énergétique de manière globale, juste et inclusive. Par ailleurs, au moment même où nous déconstruisons les industries polluantes, nous devons développer des solutions alternatives durables afin que personne ne soit pénalisé par le virage vert que nos sociétés doivent amorcer.



Voici des exemples de questions à poser aux candidat-e-s de vos circonscriptions :

- Q.** Quelle élévation de température moyenne est visée par votre programme environnemental, et selon quel échéancier? Quelles sont les principales mesures que votre parti compte mettre en place pour atteindre cet objectif?
- Q.** Quelles mesures votre parti propose-t-il pour mettre fin à la dépendance du Canada aux produits pétroliers, tout en assurant un revenu aux personnes dont les emplois dépendent des industries polluantes?
- Q.** Quelles sont les mesures proposées par votre parti pour réduire les émissions globales de gaz à effet de serre?

Le Canada a instauré une taxe sur le carbone il y a quelques années afin d'encourager les entreprises et les particuliers à choisir des options moins polluantes que les hydrocarbures, comme les voitures électriques, le transport en commun ou le chauffage à l'hydroélectricité plutôt qu'au gaz, par exemple. Les résidents des huit provinces visées par cette taxe recevaient en contrepartie un montant quelques fois par année. En 2019, le gouvernement libéral souhaitait également encourager les entreprises à innover et à développer des solutions plus propres. Toutefois, cette mesure n'a jamais fait l'unanimité, et la portion visant les consommateurs a récemment été abolie par le nouveau chef libéral, Mark Carney. Peu de solutions de rechange ont été proposées pour remplacer cette mesure fiscale. Or, au cours des 30 dernières années, le Canada n'a pas réussi à atteindre ses cibles de réduction des émissions de gaz à effet de serre, et les catastrophes naturelles sont de plus en plus nombreuses et intenses. Nous avons interrogé les différents partis sur les mesures qu'ils comptent mettre en place pour faire face à ces enjeux, et nous avons recueilli leurs réponses.



- › A aboli la taxe carbone pour les consommateur-trice-s (le Québec ne faisait pas partie des provinces concernées).
- › Remplacerait cette taxe par un système d'incitatifs à l'achat de produits verts, financé par les redevances perçues auprès des industries polluantes.
- › Adopterait un programme tarifant les produits ultrapolluants importés, instaurerait un système de crédits carbone ainsi que des incitatifs pour encourager les achats verts.
- › N'a pas, en date du 3 avril 2025, mentionné la transition juste dans ses communications.



- › Abolirait la taxe carbone, y compris la portion destinée aux industries, actuellement maintenue par les libéraux sous la direction de Mark Carney.
- › Relancerait les projets d'exploitation de gaz naturel liquéfié (GNL Québec) et construirait un oléoduc pancanadien.
- › Élargirait l'admissibilité aux crédits d'impôt à l'investissement (CII) pour les technologies propres et la fabrication propre.
- › N'a pas, à ce jour, abordé la question d'une transition juste dans ses communications.



- › Mettrait fin à la taxe carbone pour les consommateur-trice-s, mais la maintiendrait pour les entreprises.
- › Mettrait en place un programme visant à pénaliser les produits hautement polluants importés.
- › S'engagerait à fixer une cible de réduction des GES à 50 % des niveaux de 2005 et à limiter le réchauffement climatique à 1,5 °C.
- › Porterait une attention particulière à la transition juste et bonifierait la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement*.



- › S'opposerait à tout projet d'exploitation des hydrocarbures au Québec.
- › Viserait les mêmes objectifs que ceux prévus par l'Accord de Paris, soit limiter le réchauffement planétaire à 2 °C, tout en poursuivant les efforts pour le maintenir à 1,5 °C.
- › Faciliterait une transition juste en opérant une véritable réorientation énergétique et cesserait de subventionner massivement les combustibles fossiles.
- › Diminuerait graduellement les émissions de gaz à effet de serre (GES).



- › Proposerait de cesser tout financement public aux compagnies polluantes, telles que les industries pétrolières et gazifières, afin de réinvestir ces fonds dans les énergies vertes.
- › Exigerait que les entreprises démontrent leur plan de lutte contre les changements climatiques et fixerait des limites de pollution strictes, fondées sur la science.
- › Viserait l'adoption d'énergies renouvelables à 100 % d'ici 2030.
- › Ne présente pas de cibles précises de réduction des gaz à effet de serre dans son plan.
- › Accorderait un soutien financier, le Revenu viable garanti (RVG), aux travailleuses et travailleurs touchés par la transition verte, assurant ainsi une transition juste.

Solidarité internationale et justice migrante

La solidarité envers les personnes les plus vulnérables de la société fait partie des valeurs fondamentales de la FIQ. Il va donc de soi que l'organisation s'attend à ce qu'un gouvernement en place partage ces valeurs de solidarité. Le FIQ militera toujours pour que les instances au pouvoir soutiennent celles et ceux qui en ont le plus besoin.

De nombreuses et nombreux travailleur-euse-s temporaires viennent au Canada dans l'espoir d'obtenir de meilleurs salaires afin de mieux subvenir aux besoins de leur famille. Plusieurs d'entre elles et eux se retrouvent lié-e-s à un seul employeur en raison d'un permis de travail fermé, ce qui ouvre la porte à des abus, dont plusieurs ont bien été documentés au cours des dernières années. Ces travailleuses et travailleurs craignent de dénoncer ces abus, de peur d'être expulsé-e-s du pays. Mettre fin à cette pratique est l'une des revendications de la Campagne québécoise pour la régularisation des statuts et la justice migrante, à laquelle la FIQ adhère. Amnistie internationale, de nombreux groupes communautaires et des organismes à but non lucratif (OBNL) s'y opposent également.

Par ailleurs, le gouvernement américain a récemment suspendu presque toutes les activités de son agence d'aide internationale, USAID, en raison d'une politique isolationniste. Le Canada, quant à lui, s'est historiquement démarqué sur la scène internationale, notamment depuis l'intervention du premier ministre Lester B. Pearson lors de la crise du canal de Suez en 1956, qui a mené à la création des opérations de maintien de la paix de l'ONU. Cependant, cet engagement s'est effrité au cours des dernières décennies, une tendance observée à l'échelle mondiale. Pourtant, les catastrophes naturelles et humanitaires se multiplient, en partie à cause des changements climatiques et des conflits armés. La solidarité n'a jamais été aussi cruciale.



Voici des exemples de questions à poser aux candidat-e-s de vos circonscriptions :

- Q. Si votre parti était au pouvoir, quelle priorité accorderait-il à l'abolition des permis de travail fermés au Canada ?
- Q. Si votre parti était au pouvoir, quelle politique adopterait-il en matière d'aide internationale afin de coconstruire avec nos partenaires du Sud global ?



- › N'a pas encore dévoilé de promesse à ce sujet en date du 3 avril 2025.
- › Dans le cadre du budget fédéral 2024, le gouvernement libéral a augmenté son apport à l'aide humanitaire, à contre-courant de la tendance mondiale à la baisse de l'aide étrangère.
- › Au cours de la dernière année, le parti a évoqué la possibilité d'apporter des changements au programme de permis de travail fermés, mais aucune loi interdisant leur utilisation n'est en vigueur à ce jour.



- › Proposerait une réforme du Programme des travailleurs étrangers temporaires (PTET) et réclamerait l'abolition des permis de travail fermés.
- › Revendiquerait l'octroi de permis de travail ouverts à toutes les travailleuses et les travailleurs étrangers, dès leur arrivée.
- › Estime que le soutien à la coopération internationale est essentiel pour réduire les conflits, instaurer la paix et favoriser un environnement propice à la démocratie et au respect des droits humains.



- › Augmenterait l'aide internationale à 1 % du PIB (actuellement un peu plus de 0,30 %), en garantissant des partenariats équitables, indépendants et durables avec le Sud global.
- › S'opposerait aux permis de travail fermés, qui favorisent l'exploitation.
- › Concentrerait l'aide sur l'agriculture durable et la souveraineté alimentaire pour renforcer les économies locales.
- › Privilégierait la coopération régionale, le renforcement des partenariats avec l'Union africaine ainsi que la promotion de la paix, de la démocratie et des droits humains.
- › Défendrait le droit universel à la santé reproductive et investirait dans des projets d'énergie communautaire plutôt que dans des mégaprojets liés aux énergies fossiles.



- › Éliminerait les montants qu'il associe à de la fraude dans le Programme des travailleurs étrangers temporaires, et n'accorderait des permis de travail que pour les emplois que les Canadiennes et les Canadiens ne peuvent ou ne veulent pas occuper.
- › Ne fait aucune mention des traitements abusifs subis par les travailleuses et travailleurs temporaires dans ses politiques.
- › Annulerait l'aide étrangère qu'il considère comme inutile.
- › Soutiendrait les pauses temporaires sous forme de cessez-le-feu dans la bande de Gaza, tout en continuant de reconnaître le droit d'Israël à se défendre et à éliminer la menace posée par le Hamas.
- › Augmenterait les dépenses du ministère de la Défense, au détriment de l'aide humanitaire, qu'il perçoit comme des milliards de dollars envoyés chaque année à des dictatures ou à des bureaucraties.



- › Recommanderait que les permis de travail fermés soient abolis et remplacés par des permis de travail sectoriels ou régionaux.
- › Viserait le seuil de 0,7 % du revenu national brut consacré à l'aide humanitaire (actuellement, le Canada consacre un peu plus de 0,30 % de son Produit intérieur brut – PIB à l'aide internationale), en réponse à l'accroissement des risques liés aux changements climatiques et au désengagement américain.
- › Soutiendrait les organisations internationales telles que l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'UNRWA¹⁴ et le Programme alimentaire mondial (PAM), tout en réalisant des investissements ciblés, par exemple en atténuation et adaptation aux changements climatiques.

Sources consultées

<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1954830/trudeau-provinces-territoires-ottawa-communes>

<https://www.noscommunes.ca/Members/fr/votes/44/1/751>

<https://www.ledevoir.com/politique/canada/860260/parti-conservateur-devoile-plateforme-electorale-quebec>

<https://www.lapresse.ca/elections-federales/chroniques/2025-03-27/recours-a-un-paradis-fiscal-par-brookfield/ca-ne-devrait-pas-etre-normal.php>

<https://www.lapresse.ca/actualites/politique/2025-01-06/les-grandes-priorites-d-un-gouvernement-poilievre.php>

<https://www.lapresse.ca/elections-federales/2025-03-27/message-de-poilievre-a-trump/arretez-d-attaquer-les-amis-des-etats-unis.php>

<https://www.ledevoir.com/opinion/libre-opinion/861352/pourquoi-paradis-fiscaux-c-est-legal>

<https://www.lapresse.ca/elections-federales/2025-03-26/utilisation-d-un-paradis-fiscal-par-brookfield/mark-carney-soutient-qu-il-cherchait-a-maximiser-les-gains-des-retraites.php>

<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/2139234/plan-defense-arctique-poilievre-conservateur>

<https://www.lapresse.ca/actualites/politique/2024-04-18/budget-federal/les-liberaux-vont-a-l-encontre-de-la-tendance-mondiale-en-augmentant-l-aide-etrangere.php>

<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/2094544/ottawa-travailleurs-etrangers-temporaires-reglements>

<https://www.ledevoir.com/societe/sante/809318/entente-quebec-ottawa-transferts-sante>

<https://www.lapresse.ca/elections-federales/2025-04-02/singh-veut-repondre-aux-droits-de-douane-de-trump-par-davantage-d-investissements.php>

<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/2011592/poilievre-pas-chaud-programme-universel-assurance-medicaments>

<https://iris-recherche.qc.ca/blogue/travail-et-emploi/question-sociale-pierre-poilievre/>

<https://juliegirardlemay.npd.ca/nouvelles/declaration-du-npd-occasion-de-la-semaine-du-developpement-international-2025>

Références

1 <https://fqpn.qc.ca/article/elections-2025/#campagne-je-vote-pro-choix->

2 <https://www.ledevoir.com/politique/canada/790723/un-projet-de-loi-conservateur-souleve-des-inquietudes-au-sujet-de-l-avortement>

3 <https://liberal.ca/fr/parite-entre-les-sexes-au-cabinet/>

4 <https://www.lapresse.ca/elections-federales/2025-04-01/les-liberaux-pourraient-manquer-de-peu-la-zone-paritaire-parmi-leurs-candidatures.php>

5 <https://www.ledevoir.com/interactif/2024-02-16/archives-poilievre/index.html>

6 <https://www.lapresse.ca/elections-federales/2025-04-01/les-liberaux-pourraient-manquer-de-peu-la-zone-paritaire-parmi-leurs-candidatures.php>

7 <https://www.ledevoir.com/politique/canada/835477/poilievre-dit-il-ne-connaît-deux-genres-il-autres-priorites>

8 <https://www.ledevoir.com/interactif/2024-02-16/archives-poilievre/index.html>

9 <https://www.lapresse.ca/elections-federales/2025-04-01/les-liberaux-pourraient-manquer-de-peu-la-zone-paritaire-parmi-leurs-candidatures.php>

10 <https://www.lapresse.ca/elections-federales/2025-04-01/les-liberaux-pourraient-manquer-de-peu-la-zone-paritaire-parmi-leurs-candidatures.php>

11 <https://www.lapresse.ca/elections-federales/2025-04-01/les-liberaux-pourraient-manquer-de-peu-la-zone-paritaire-parmi-leurs-candidatures.php>

12 La formule Rand oblige l'employeur à prélever une cotisation syndicale sur la paie de tout le personnel salarié, qu'il soit membre du syndicat ou non, puisqu'il bénéficie des conditions de travail négociées par celui-ci.

13 <https://www.lapresse.ca/elections-federales/2025-03-26/utilisation-d-un-paradis-fiscal-par-brookfield/mark-carney-soutient-qu-il-cherchait-a-maximiser-les-gains-des-retraites.php>

14 Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA).